



Conseil économique et social

Distr. générale
11 mai 1999
Français
Original: anglais

Session de fond de 1999

Genève, 5-30 juillet 1999

Point 7 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Questions relatives à la coordination et aux programmes,
et autres questions : rapports des organes de coordination**

Rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1998

Résumé

Le présent rapport donne une vue d'ensemble des travaux du Comité administratif de coordination (CAC) et de ses organes subsidiaires en 1998.

L'introduction présente les grands axes des travaux du CAC en 1998 et met en évidence les questions auxquelles les organes intergouvernementaux devraient plus particulièrement prêter attention. Les questions de coordination auxquelles le CAC s'est consacré au cours de l'année sont évoquées dans la section II, tandis que la section III rend compte du programme de travail du Comité pour 1999, y compris des mesures que le Comité a l'intention de prendre pour donner suite à ses récentes conclusions.

En 1998, le CAC a réalisé une évaluation des réformes en cours dans les organismes des Nations Unies et de leurs incidences sur la cohésion du système et a conclu que les organismes des Nations Unies agissaient de plus en plus de concert dans les principaux domaines d'intérêt commun. L'année a également été marquée par les efforts renouvelés du CAC pour instaurer un dialogue et un partenariat plus étroits entre lui-même et les organes intergouvernementaux, en particulier le Conseil économique et social.

La promotion de la paix et du développement durable en Afrique est demeurée l'un des principaux thèmes des travaux du CAC en 1998. Les membres du Comité ont publié un communiqué de presse pour rappeler leur engagement collectif en faveur de la paix et du développement en Afrique, une priorité constante de toutes leurs activités. Ils ont exprimé leur appui à une campagne d'information à l'échelle du système, à laquelle seraient associés les médias et dont l'objet serait de lancer l'Année internationale de la culture de la paix en

* E/1999/100.

2000. Donnant suite aux efforts visant à renforcer la capacité des organismes des Nations Unies d'agir de concert et de soutenir mutuellement leur action dans les situations de crise et tenu de l'expérience acquise à l'occasion de la mise à l'essai d'un cadre stratégique en Afghanistan, le CAC a entrepris de mettre définitivement au point des principes directeurs généraux qui devraient permettre aux organismes des Nations Unies d'adopter une approche intégrée face aux crises. Le CAC a par ailleurs publié une déclaration sur les défis de la mondialisation, dans laquelle ses membres ont fait part de leur volonté de suivre ensemble les incidences de la crise financière asiatique et d'aider les pays à faire face aux conséquences de la crise.

Le CAC est demeuré saisi de la question de l'élimination de la pauvreté. À l'issue de sa session de printemps, il a publié une déclaration de politique générale à ce sujet et a donné son aval à un ensemble de directives destinées à favoriser la coopération interorganisations sur le terrain. Dans le cadre de son activité de promotion d'un suivi intégré et coordonné des conférences et des sommets mondiaux, le CAC a examiné les activités de collaboration en cours concernant les préparatifs de l'examen quinquennal de la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Le CAC a par ailleurs adopté des déclarations de politique générale sur l'égalité des sexes, les mesures préventives visant à atténuer les effets des catastrophes naturelles et la lutte contre l'abus des drogues.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–8	4
II. Questions de coordination examinées par le CAC en 1998 et portées à l'attention d'organes intergouvernementaux	9–57	7
A. Les enjeux de la mondialisation	9–11	7
B. Élimination de la pauvreté	12–19	7
C. Causes des conflits et promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique et Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique	20–25	9
D. Culture de la paix	26–30	10
E. Consolidation de la paix : cadre stratégique	31–34	10
F. Examen par le CAC des processus de réforme et de leurs incidences sur les travaux du Comité	35–47	11
G. Suivi coordonné des grandes conférences et sommets organisés par les Nations Unies	48	13
H. Assistance aux pays qui invoquent l'Article 50 de la Charte des Nations Unies	49–50	14
I. Questions administratives	51–57	15
1. Sécurité du personnel	51–54	15
2. Commission de la fonction publique internationale	55–56	16
3. Gestion des ressources humaines	57	16
III. Éléments du programme de travail du CAC pour 1999	58–62	16

I. Introduction

1. On trouvera ci-après une description dans leurs grandes lignes des travaux du Comité administratif de coordination (CAC) et de ses organes subsidiaires en 1998. On y trouvera également, conformément aux recommandations du Conseil économique et social et du Comité du programme et de la coordination, une vue d'ensemble des activités entreprises par le Comité et ses organes subsidiaires au cours de l'année pour renforcer son appui au Conseil économique et social et aux commissions techniques du Conseil et les principales recommandations du CAC sur les points qui méritent de retenir l'attention des États Membres.

2. La section II du présent rapport fait le point des questions de coordination abordées par le CAC au cours de l'année et la section III des éléments du programme de travail du CAC envisagé pour 1999, ainsi que des principaux thèmes qui seront abordés cette même année.

* * *

3. Dans son précédent rapport d'ensemble annuel, le CAC a cité une déclaration adressée par le Secrétaire général au Conseil économique et social le 6 février 1998 concernant les travaux du CAC, dans laquelle le Secrétaire général a qualifié le Comité d'«instrument unique», avant de poursuivre en ces termes :

«... À maints égards, il est le symbole de l'unité d'action du système; un système décentralisé, composé d'éléments très différents, mais aussi un système uni, que les fondateurs considéraient comme l'instrument permettant de mettre à profit les capacités spécialisées des divers organismes, afin d'atteindre les objectifs sociaux et économiques de la Charte. Toutefois, le CAC peut et doit être beaucoup plus qu'un symbole. Je pense que nous commençons à peine d'exploiter son potentiel : en tant qu'instrument permettant au Secrétaire général d'utiliser les multiples capacités du système pour promouvoir la sécurité et le développement; en tant qu'instrument permettant de recueillir les avis de tous pour offrir des conseils aux organes intergouvernementaux, et de coordonner l'exécution de leurs mandats; et en tant qu'instrument permettant d'aider les différents organismes du système à régler les problèmes qu'ils ne peuvent résoudre seuls.» (Voir E/1998/21, annexe I).

4. Le Secrétaire général est revenu sur ces questions dans une autre déclaration qu'il a adressée au Conseil au début de l'année. Replaçant les travaux du Conseil et ses liens avec ceux du CAC dans le cadre des efforts de la communauté internationale pour ne pas se laisser dépasser par une mondia-

lisation croissante, le Secrétaire général a noté que la mondialisation nous rapprochait; qu'elle élargissait les marchés et ouvrait le monde; mais qu'elle avait aussi pour effet d'aggraver les risques et les incertitudes. L'un des plus grands défis de notre temps était de gérer ces risques et ces incertitudes et de les réduire au minimum. Le Secrétaire général a fait allusion à ce propos aux changements introduits au Conseil économique et social et au CAC dans le cadre des efforts qui étaient faits pour mieux préparer le système des Nations Unies à répondre à ce défi mondial. Passant en revue les nombreuses initiatives prises avec succès par le Conseil en 1998, le Secrétaire général a noté que ce renouvellement avait été favorisé par une motivation nouvelle et par l'habitude qui était prise de consulter le CAC et de coopérer avec lui. Pour illustrer cette remarque, il a évoqué les progrès du Comité dans la réalisation du potentiel qu'il avait invoqué dans sa précédente déclaration au Conseil, l'attention portée par le CAC aux conséquences de la crise financière mondiale et le souci manifesté à ce sujet par le système des Nations Unies, conduisant les membres du Comité à s'engager à mener une action commune avec la pleine participation de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Le Secrétaire général a également évoqué l'accent mis par le CAC sur les priorités et les problèmes mondiaux qui relèvent de la responsabilité des institutions les plus diverses et qui jouent un rôle crucial dans la consolidation de la paix et le développement – qu'il s'agisse de l'élimination de la pauvreté, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la population, de la lutte internationale contre l'abus des drogues ou de la prévention des catastrophes naturelles.

5. Soulignant que la réforme du CAC fait elle-même partie intégrante de la réforme générale du système des Nations Unies, le Secrétaire général s'est référé à plusieurs mesures spécifiques prises par le Comité à la suite de la volonté exprimée par ses membres de faire du CAC un élément essentiel d'un système plus uni et plus efficace et de faire en sorte que les mécanismes interorganisations contribuent au maximum aux efforts de coordination du Conseil. Le Secrétaire général a souligné à cet égard que les organismes du système étaient très favorables aux nouvelles dispositions, qui visent, par l'intermédiaire du Bureau des affaires interorganisations, à renforcer les services fonctionnels du CAC et de ses organes subsidiaires et à promouvoir des échanges d'informations plus systématiques sur les questions stratégiques au niveau interorganisations. Il a rappelé que l'on mettait en place des mécanismes de consultation spéciaux auxquels prenaient part les chefs de secrétariat et qui intéressaient des questions et des objectifs importants et d'intérêt commun, et que le système portait une attention nouvelle au renforcement

des liens avec la société civile. Ces éléments sont examinés plus en détail dans la section II ci-après.

6. Le partenariat entre le CAC et les organismes intergouvernementaux et leur large coopération sont particulièrement manifestes dans les liens plus étroits qui unissent les organes du CAC et les commissions techniques du Conseil économique et social. Au cours de l'année, les organes subsidiaires du CAC ont apporté un appui accru aux travaux des commissions techniques, établissant des rapports, convoquant des réunions d'experts et soumettant des informations techniques. Ils ont par ailleurs renforcé leurs activités de suivi, qui consistent à contrôler et à promouvoir l'application au sein du système des conclusions du Conseil et de ses commissions techniques. Le partenariat plus étroit qui s'est instauré entre les commissions techniques du Conseil et les organes subsidiaires du CAC est illustré par les exemples qui suivent :

a) Durant toute l'année 1998, le Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes est demeuré le principal mécanisme de coordination de l'appui interinstitutions à la Commission de la condition de la femme, en ce qui concerne les questions relatives aux femmes et les questions connexes. Dans le cadre du suivi des conférences de Beijing et de Nairobi sur les femmes, le Comité interinstitutions a défini à l'échelle du système un plan à moyen terme pour la promotion de la femme. Le Secrétaire général, en sa qualité de Président du CAC, a présenté ce plan au Conseil économique et social par l'intermédiaire de la Commission de la condition de la femme. Ce plan constitue un cadre général à la coopération interinstitutions en vue de la réalisation des objectifs intergouvernementaux et constitue également pour la Commission un outil qui devrait lui permettre d'évaluer les progrès réalisés par le système pour ce qui est des activités de suivi. En 1998, la Commission a par ailleurs approuvé une proposition du Comité interinstitutions concernant l'organisation d'un atelier sur une approche de l'égalité des sexes fondée sur les droits. Un rapport sur les conclusions de l'atelier a été présenté à la Commission. Pour examiner la question, la Commission s'est également inspirée des travaux de la mission interinstitutions organisée en Afghanistan sur les questions relatives aux femmes;

b) De la même manière, le Comité interorganisations sur le développement durable a donné la priorité au cours de l'année à l'examen des questions qui se rattachent directement aux travaux de la Commission du développement durable. À ses deux réunions de 1998, le Comité interorganisations a notamment examiné un certain nombre d'initiatives ayant trait à la gestion des eaux douces, ainsi qu'à la préparation de la session extraordinaire qui sera consacrée à une évaluation du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement. Le

Comité interorganisations a par ailleurs apporté une contribution aux travaux de la Commission sur un grand nombre de questions, par l'intermédiaire des rapports du Secrétaire général. Il a également réfléchi aux modalités d'un renforcement de l'appui interinstitutions en vue de l'examen de la question de l'énergie, dont la Commission sera saisie en 2001, et a décidé de créer à cette fin une équipe spéciale interorganisations sur l'énergie. Notant que le système des agents de coordination qui a été mis en place par le Comité interorganisations s'est avéré un moyen efficace à l'échelle de l'ensemble des organismes des Nations Unies pour donner suite aux engagements pris à Rio et que ce système continue de bénéficier de l'appui de l'ensemble des États Membres, le CAC a prié le Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO) d'envisager activement d'élargir son application à d'autres domaines de collaboration et de coordination au sein du système des Nations Unies, y compris concernant les thèmes mis en avant par d'autres conférences mondiales;

c) Des interactions fructueuses ont également eu lieu en 1998 entre la Commission de la population et du développement et le Sous-Comité des estimations et projections démographiques du CAC. Les travaux de la Commission et les échanges entre la Commission et le Sous-Comité sont axés sur le rapport annuel de suivi de la population mondiale (*World Population Monitoring Report*), qui porte chaque année sur un thème différent. Des réunions d'experts interorganisations et des publications contribuent également à enrichir les travaux de la Commission. Les exemples les plus notables ont été, en 1998, les réunions d'experts sur l'incidence démographique de l'épidémie de VIH/sida et sur les migrations internationales;

d) Les travaux de la Commission du développement social, en particulier en ce qui concerne l'examen de l'application et du suivi des décisions prises lors du Sommet mondial pour le développement social, ont largement bénéficié d'une participation interorganisations, en particulier sous forme d'ateliers d'experts consacrés aux services sociaux et à différents aspects de l'intégration sociale;

e) La Commission de statistique, dans ses fonctions de coordination du système statistique international, et le Sous-Comité des activités statistiques du CAC ont continué d'entretenir des rapports étroits. Une collaboration interorganisations active a pris la forme d'équipes spéciales qui ont présenté à la Commission des rapports approfondis sur les comptes nationaux, les statistiques relatives au commerce international, les statistiques relatives aux services et les statistiques financières. Compte tenu du fait qu'il est d'une importance cruciale – comme il a été souligné à plusieurs reprises au niveau intergouvernemental ainsi que par le

CAC – de définir de façon cohérente et rationnelle des indicateurs permettant de contrôler la suite donnée aux conférences mondiales et la réalisation des objectifs fixés, le Sous-Comité participe à un inventaire des indicateurs de développement pour déterminer où on en est de leur production et de leur diffusion à l'intérieur comme à l'extérieur du système des Nations Unies, ainsi qu'à la création d'un site Web sur les indicateurs de développement. La collaboration interinstitutions dans ce domaine est actuellement renforcée en vue de faciliter l'examen de ces questions par le Conseil économique et social en mai 1999;

f) En 1998, le CCQPO a largement contribué à la conception et à l'élaboration de l'examen triennal des activités opérationnelles. Le Comité a pu réunir les avis de ses membres sur l'examen triennal et la contribution qu'ils pouvaient y apporter. Ce travail a facilité l'examen de la question par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale et l'adoption d'une résolution par l'Assemblée. Le CCQPO et son groupe de travail sur le système des coordonnateurs résidents continuent par ailleurs de réfléchir à un certain nombre de questions qui entrent dans le cadre de l'examen triennal et qui sont essentielles aux activités opérationnelles de l'ONU. Il s'agit notamment des directives relatives à l'exécution nationale, de l'approche-programme et de la gestion administrative du système des coordonnateurs résidents; ainsi que de la collaboration à l'échelle du système concernant la phase pilote du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et l'élaboration des directives du Plan-cadre;

g) Le CCQPO a également activement contribué à l'adoption par le CAC de déclarations et de conclusions communes dans des domaines clefs de l'action de l'Assemblée générale ainsi que du Conseil économique et social et de ses organes techniques, à savoir notamment la réduction de la pauvreté, la lutte contre l'abus des drogues et les mesures à prendre pour sortir des crises. Ces déclarations et conclusions se sont traduites à leur tour par des directives communes à l'intention des coordonnateurs résidents en vue de recentrer les activités opérationnelles et d'assurer une meilleure cohésion de ces activités, conformément aux objectifs de l'examen triennal.

7. Autre question importante abordée par le CAC en 1998 : la suite donnée par le système des Nations Unies au rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (A/52/871-S/1998/318). Le CAC s'est saisi de cette question à sa première session de 1998, au cours de laquelle les chefs de secrétariat se sont déclarés très favorables à une approche globale de la sécurité et du développement en Afrique. Les conclusions des délibérations du CAC sur le

rapport devraient aider le Conseil lorsqu'il examinera la question au cours du débat qu'il consacrera en 1999 aux questions de coordination : «Développement de l'Afrique : application et suivi coordonné des initiatives sur le développement de l'Afrique par les organismes des Nations Unies».

Principales recommandations pratiques du CAC en 1998

8. Les délibérations du CAC sur les nombreuses questions qu'il a examinées en 1998 ont débouché sur un large éventail de recommandations. Trois questions – la pauvreté, la mondialisation et l'Afrique – l'ont plus particulièrement mobilisé et les recommandations correspondantes méritent d'être rappelées dans le présent rapport dans la mesure où elles ont trait à des domaines sur lesquels les États Membres devraient porter plus particulièrement leur attention :

a) **Pauvreté.** Le CAC a publié le 20 mai 1998 une déclaration dans laquelle il invitait les gouvernements et tous les autres acteurs du développement à s'engager dans la lutte contre la pauvreté en agissant sur un large front et à réduire durablement la pauvreté grâce à une croissance économique accélérée, durable et équitable, créatrice d'emplois et donnant la priorité aux pauvres. Le CAC a appelé la communauté internationale à apporter son plein soutien aux pays qui mènent des réformes et des politiques macroéconomiques rationnelles permettant d'assurer un bon équilibre entre la croissance et l'investissement social. Il s'est déclaré déterminé à apporter son plein soutien aux pays qui élaborent et appliquent des stratégies nationales de développement efficaces et visant à l'élimination de la pauvreté et a lancé un appel pour que l'on crée un environnement international favorable et que l'on prenne des mesures en ce sens;

b) **Mondialisation.** Appelant à une action commune face aux problèmes que pose la mondialisation sur le plan du développement et aux effets néfastes de la crise financière, les membres du CAC se sont engagés à suivre ensemble les incidences de la crise sur les sociétés et sur les individus, et à aider les pays à entreprendre les réformes structurelles et institutionnelles nécessaires et à créer ou renforcer des services sociaux de base, des possibilités d'activité rémunérée et une protection sociale pour les moins bien lotis. Ils ont souligné que la justice sociale et l'équité, par delà leur valeur inhérente, étaient nécessaires à la stabilité politique et financière. Ils ont fait part de leur préoccupation face à la marginalisation croissante des pays et des régions les plus pauvres, en particulier de l'Afrique, et lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle prête toute l'assistance possible à ses membres les plus faibles afin de leur permettre de s'intégrer avec succès à l'économie mondiale;

c) **Afrique.** Le CAC a fait sienne l'idée générale exposée dans le rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique et s'est déclaré favorable à l'approche globale du règlement des conflits, de la consolidation de la paix, du développement et de la construction de la démocratie. Il a souligné qu'il importait de veiller à ce que l'aide à l'Afrique et les efforts nationaux et régionaux en faveur de son développement ne diminuent pas par suite de la crise financière qui touche différents pays et différentes régions. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle fasse preuve de la volonté politique nécessaire pour soutenir les efforts des gouvernements et des peuples d'Afrique face aux défis que représentent la paix et un développement durables et pour qu'elle oeuvre à cet objectif commun.

II. Questions de coordination examinées par le CAC en 1998 et portées à l'attention d'organes intergouvernementaux

A. Les enjeux de la mondialisation

9. À sa session d'automne 1998, à la suite de la crise financière en Asie, le CAC a examiné les enjeux de la mondialisation et ses répercussions aux échelons mondial et national ainsi que pour l'ensemble du système. Il a décelé des signes encourageants que le monde commençait à sortir de la crise, tout en estimant que les risques d'aggravation de celle-ci demeuraient réels. Il a souligné que les effets de l'agitation financière pourraient se faire sentir longtemps après la fin de la crise, qu'aucun pays n'était à l'abri et que ces événements risquaient de réduire à néant une bonne partie du progrès social accompli au cours des 40 dernières années. Il faut non seulement porter immédiatement secours aux populations éprouvées mais aussi s'attaquer aux questions à long terme. Le CAC a estimé que le système des Nations Unies devait agir de manière concertée, avec force et détermination, au niveau mondial mais aussi et surtout au niveau des pays.

10. Le CAC s'est engagé à oeuvrer en concertation pour suivre les répercussions de la crise sur les sociétés et les particuliers, aider les pays à opérer les réformes structurelles et institutionnelles requises, renforcer ou mettre en place des services sociaux de base et offrir des moyens d'existence et une couverture sociale aux plus défavorisés. Outre leur valeur intrinsèque, l'équité et la justice sociale sont aussi indispensables à la stabilité politique et financière.

11. Le CAC s'est félicité de la proposition de la Banque mondiale tendant à collaborer avec les autres organismes du système à la mise en place de cadres de développement global conduits par les États intéressés. Ces cadres concerneraient notamment les infrastructures, le développement humain, l'élimination de la pauvreté, l'équilibre et les interactions entre économies urbaines et économies rurales, l'environnement et la sécurité sociale. Il s'est également engagé à nouer des relations plus étroites entre les arrangements des Nations Unies et de la Banque mondiale en vue de l'appui au développement au niveau des pays.

B. Élimination de la pauvreté

12. La lutte contre la pauvreté a constitué un autre centre d'intérêt important du CAC en 1998. En partant des préparatifs menés par le CAC et ses organes subsidiaires, qui ont permis de définir des mesures d'intervention ainsi que leurs éléments opérationnels de base se rapportant à une approche concertée de la réduction de la pauvreté ainsi que des domaines se prêtant à une collaboration interinstitutions, le CAC a publié une déclaration de politique générale (E/1998/73) dans laquelle il réaffirme sa volonté d'agir en vue d'éliminer la pauvreté. Le CAC y souligne que l'élimination de la pauvreté – qui constitue l'un des principaux thèmes sous-jacents des récentes conférences mondiales – est un engagement essentiel de la communauté internationale et constitue l'un des principaux objectifs du système des Nations Unies. Le CAC s'est engagé à renouveler les efforts de coordination des politiques mises en oeuvre et a donné un nouvel élan aux mesures prises en commun dans ce domaine essentiel. Le paradoxe de la mondialisation est que si elle a permis d'éliminer en un temps record la pauvreté pour des centaines de millions de personnes, il n'en reste pas moins que plus d'un milliard de personnes vivent toujours avec moins d'un dollar par jour et que près de 3 milliards vivent avec moins de 2 dollars par jour.

13. Le CAC a insisté sur le fait que, fondamentalement, la pauvreté peut être considérée comme l'absence de choix et de possibilités d'action et constitue une violation de la dignité humaine. Elle se traduit par l'impossibilité fondamentale de participer véritablement à la vie de la société. Le CAC s'est déclaré convaincu que cette situation était inacceptable car le monde a les ressources et, s'il le décide, la capacité d'éliminer la pauvreté absolue. Pour le CAC, l'environnement mondial actuel offre véritablement la possibilité d'améliorer les conditions de vie de la grande majorité des habitants de la planète qui vivent dans la pauvreté. Le CAC s'est déclaré conscient que la pauvreté était un phénomène mondial. Elle

touche largement les pays en développement mais existe aussi dans les sociétés industrielles et se développe dans les pays à économie en transition. Elle doit être combattue sous toutes ses formes.

14. Le CAC a constaté que la pauvreté était un phénomène pluridimensionnel dont il faut traiter tous les aspects et que son élimination constitue un problème à la fois vaste et complexe. Il est capital d'établir des partenariats, en particulier au niveau des pays. La responsabilité à ce propos incombe au premier chef aux États Membres, aux échelons national et international. Le défi consiste à maîtriser les forces qui agissent en faveur de l'intégration au niveau mondial tout en évitant les risques de polarisation économique, d'exclusion sociale et de développement des inégalités. Le CAC a également noté que l'élimination de la pauvreté était un préalable indispensable à une paix durable. Le système des Nations Unies doit non seulement agir de façon concertée mais également fournir un appui et servir de catalyseur pour mobiliser les énergies et les ressources de tous les acteurs du développement – les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les donateurs et, surtout, les pauvres eux-mêmes – dans la campagne contre la pauvreté. Le Comité s'est déclaré conscient du fait que l'éducation et le renforcement des capacités figurent parmi les principaux moteurs du développement car ils sont essentiels à tout processus destiné à permettre aux individus comme aux communautés d'accroître leurs moyens d'action. Le CAC a insisté sur le fait que l'inégalité entre les sexes et le développement des moyens d'action des femmes constituent des questions intersectorielles d'une importance considérable qui doivent recevoir une attention permanente dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Dans les pays en développement, les pauvres vivent dans leur grande majorité dans les zones rurales et dépendent principalement de l'agriculture pour leur subsistance et leur emploi. Parmi eux, les femmes et les enfants contribuent activement à la production alimentaire mais n'en restent pas moins fréquemment les principales victimes de la pauvreté. Pour assurer le succès des stratégies d'élimination de la pauvreté, il faudra donc déterminer quelle sera l'incidence des politiques et des programmes mis en oeuvre sur les hommes et les femmes, d'une part, et sur les adultes et les enfants, d'autre part.

15. Le CAC a rappelé que la communauté internationale s'est fixé une série d'objectifs interdépendants en matière de développement qui, pris globalement, traitent le problème général de l'élimination de la pauvreté. Ces objectifs sont la réduction de la pauvreté, de la mortalité infantile et maternelle et de la malnutrition chez l'enfant, ainsi que l'accroissement de l'espérance de vie et l'accès aux services sociaux de base, en particulier pour les femmes.

16. Le CAC a insisté sur le fait qu'il est impossible d'éliminer la pauvreté si, à tous les niveaux, les gouvernements n'agissent pas dans la transparence et ne sont pas responsables de leurs actions. La démocratisation et le développement de défense des droits de l'homme sont des éléments clefs d'une bonne gouvernance. Celle-ci suppose également que l'on parvienne à un juste équilibre entre l'action des pouvoirs publics, du secteur privé, de la société civile et des collectivités elles-mêmes. Elle doit donner aux pauvres davantage de pouvoir et leur permettre de participer activement aux stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que d'avoir un meilleur accès à des institutions, telles que les systèmes politiques et judiciaires, qui fonctionnent de manière satisfaisante et garantissent les droits individuels.

17. Le CAC a insisté sur le fait qu'une réduction durable de la pauvreté passe nécessairement par des politiques macroéconomiques bien conçues et des réformes économiques permettant de parvenir à un équilibre entre croissance et investissement social afin d'assurer une croissance économique durable et plus rapide. Les politiques de développement industriel durable qui permettent d'améliorer la compétitivité tout en protégeant l'environnement et en créant des emplois productifs constituent un élément important d'une bonne politique générale. Si la croissance est une condition nécessaire pour réduire rapidement la pauvreté, elle n'est pas suffisante : elle doit être équitable, fortement créatrice d'emplois, reposer sur des politiques saines destinées à promouvoir la justice sociale et à éliminer les inégalités sociales et elle doit être favorable aux pauvres.

18. Le CAC a donné pour instruction à ses organes subsidiaires d'accorder la priorité à des mesures et moyens propres à maximiser l'appui du système à l'élaboration et à l'application de stratégies de développement axées sur la réduction de la pauvreté.

19. L'état des travaux des organes subsidiaires du CAC dans ce domaine a été communiqué en décembre 1998 aux coordonnateurs résidents, qui ont été invités à présenter dans leur rapport annuel les progrès accomplis dans l'action en collaboration menée au niveau local pour éliminer la pauvreté.

C. Causes des conflits et promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique et Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique

20. En examinant la suite donnée au rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (A/52/871-S/1998/318), le CAC a appuyé sans réserve l'appel lancé par le Secrétaire général en vue d'une approche globale de toutes les activités de consolidation de la paix, de développement et de démocratisation en Afrique, et a accepté la lourde tâche consistant à susciter la volonté politique nécessaire pour concrétiser cette approche. Il a noté que pour faire face aux besoins économiques et sociaux de l'Afrique, il est indispensable d'accorder l'attention voulue aux mesures liées au renforcement des capacités et à la mise en place des infrastructures ainsi qu'au développement et à l'application de la science et de la technique. D'autres questions nécessitent une attention particulière : accent sur la gouvernance du point de vue qualitatif, mise en place de mécanismes d'amélioration de la sécurité humaine, nouveaux modes de financement des activités de réinsertion au cours du passage du conflit à la consolidation de la paix et répercussions de l'accroissement et de la répartition de la population. Selon le CAC, la réalisation des buts et objectifs énoncés dans le rapport exige l'engagement et la pleine participation de toutes les parties. Cela suppose une étroite collaboration avec les dirigeants politiques, les parlements et les organisations de la société civile dans les différents pays ainsi que la participation active des organisations régionales et sous-régionales. Dans ce contexte, le CAC accueille favorablement la proposition du Secrétaire général de convoquer des congrès nationaux sur la restructuration et la réforme économiques dans les pays qui ont besoin de sérieux programmes d'ajustement.

21. Le CAC a convenu que les questions liées à la paix et au développement en Afrique devaient continuer de retenir toute son attention et qu'à l'avenir, il devrait axer ses travaux sur des thèmes bien définis ou des groupes de questions de politique générale, de manière à faciliter un accord sur les mesures concertées à prendre. Il a en outre décidé ce qui suit :

a) Dans le cadre de l'action concertée visant à mobiliser la volonté politique nécessaire, le rapport du Secrétaire général sera porté à l'attention des différents organes directeurs du système;

b) Les analyses stratégiques et de politique générale intéressant les objectifs de consolidation de la paix et de développement énoncés dans le rapport seront partagées entre les organismes du système de manière plus systématique, au moyen des mécanismes existants;

c) Les mécanismes interinstitutions pertinents, dont le Comité permanent interorganisations ainsi que le CCQPO et le Comité interorganisations sur le développement durable, devraient rechercher les moyens de réaliser les objectifs

énoncés dans le rapport et d'examiner les mécanismes interinstitutions intéressant l'Afrique, dont ceux qui ont été créés dans le cadre de l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, afin de faciliter l'harmonisation des initiatives ayant trait à l'Afrique;

d) Les consultations interorganisations seront renforcées au moyen des mécanismes existants, dans le contexte des préparatifs et du suivi des initiatives des donateurs internationaux et bilatéraux concernant l'Afrique.

22. Le CAC a également publié un communiqué de presse dans lequel il souligne qu'il est indispensable d'accorder la priorité aux problèmes de la paix et de la prospérité en Afrique et à la réduction de sa vulnérabilité, en reconnaissant l'interaction vitale entre développement durable, bonne gouvernance, respect des droits de l'homme et paix durable. Le CAC a réaffirmé qu'il fallait poursuivre avec la même détermination, en tant qu'objectif unique, la paix et la prospérité, en leur accordant la même priorité, tout en mettant en avant la nature plus vaste de la sécurité humaine et les divers moyens par lesquels elle doit être assurée.

23. Dans son communiqué, le CAC a déclaré qu'il appuyait sans réserve une approche globale du règlement des conflits, de la consolidation de la paix, du développement et de l'instauration de la démocratie. Il a également convenu que l'appui à l'Afrique ne devait pas se relâcher, de même que l'action menée aux niveaux régional et national pour favoriser ses programmes de développement, à l'heure où la communauté internationale s'intéressait surtout à la crise financière et aux pays et régions les plus touchés. Il fallait continuer de donner corps à cet attachement au redressement et au développement durable, en étroite collaboration avec les dirigeants africains, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), les organisations intergouvernementales sous-régionales, d'autres institutions ainsi que la société civile dans son ensemble.

24. Le CAC s'est également déclaré préoccupé par le nombre et la complexité des problèmes multiformes auxquels l'Afrique a à faire face et notamment l'élimination de la pauvreté et la sauvegarde de l'environnement. Dans ce contexte, il s'est déclaré vivement préoccupé par le VIH/sida et ses effets dévastateurs, et a souligné qu'il fallait mener d'urgence une action concertée.

25. Le CAC s'est félicité de l'appui de la communauté internationale aux initiatives qui ont été prises pour s'attaquer au problème de l'Afrique, comme l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique et la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique. Il a également engagé la communauté internationale à faire preuve de la volonté politique et d'adopter une vision commune pour appuyer les efforts des gouvernements et des peuples d'A-

frique afin de relever les défis posés par la paix et le développement durable.

D. Culture de la paix

26. En 1997, l'Assemblée générale a proclamé l'année 2000 Année internationale de la culture de la paix et, en 1998, elle a proclamé la période 2001-2010 Décennie internationale de promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde. En proclamant l'année 2000 Année internationale de la culture de la paix, l'Assemblée générale cherchait essentiellement à mobiliser l'opinion publique, au niveau national comme au niveau international, afin de créer et d'encourager une culture de la paix et de favoriser le rôle central que le système des Nations Unies pourrait jouer à ce propos.

27. Une culture de la paix englobe toutes les valeurs, attitudes et formes de comportement qui traduisent le respect de la vie, des êtres humains et de leur dignité ainsi que de tous les droits fondamentaux, le rejet de la violence sous toutes ses formes et l'attachement aux principes de liberté, de justice, de solidarité, de tolérance et de compréhension entre les peuples ainsi qu'entre les groupes et les individus.

28. Les membres du CAC sont convenus que ce concept était au cœur même de l'action du système des Nations Unies et ont souligné qu'il fallait considérer l'encouragement d'une culture de la paix comme un objectif permanent dépassant largement l'année proclamée.

29. Le CAC a décidé a) d'assurer, au moyen des mécanismes existants, l'élaboration d'une stratégie d'information et de sensibilisation à l'échelle du système au sujet de l'Année internationale de la culture de la paix et b) d'assurer un échange permanent d'informations, à l'échelle du système, sur les activités qui devront donner effet aux décisions de l'Assemblée générale relatives au projet de déclaration et de programme d'action.

30. Le CAC a en outre décidé que l'Année internationale de la culture de la paix devrait, dans la mesure du possible, être lancée le 14 septembre 1999, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, dans tous les sièges et bureaux du système des Nations Unies.

E. Consolidation de la paix : cadre stratégique

31. Lors de sa session d'avril 1997, le CAC a pris l'initiative d'un cadre stratégique devant permettre au système de

favoriser une approche plus intégrée, plus cohérente et unifiée de la préparation d'une réaction de l'ensemble du système aux situations d'urgence et à l'organisation du redressement. Ce cadre stratégique doit prévoir des mesures intégrées et coordonnées pour faire face à toute combinaison de facteurs politiques, militaires, humanitaires, environnementaux, économiques, sociaux, culturels, démographiques et liés aux droits de l'homme. Il s'agit de faire en sorte de prévenir ou de régler durablement le conflit et de veiller à ce que le développement durable et à long terme soit en place et ne soit pas interrompu, dans la mesure du possible, ou soit relancé le plus rapidement possible. Le CAC a constaté que, dans la plupart des cas, il n'était pas possible de séparer les facteurs politiques, humanitaires, économiques et sociaux et qu'il fallait les aborder globalement et en synergie. Dans ce contexte, il fallait chercher à mobiliser une réaction rapide et bien coordonnée aux situations de crise réelles ou potentielles, en l'adaptant à chaque cas particulier.

32. À sa session de printemps 1998, le CAC a examiné un projet de cadre stratégique pour l'Afghanistan établi à partir d'une mission dans le pays et sur la base de consultations ultérieures, ainsi qu'un projet de stratégie d'aide à l'Afghanistan et un projet de directives générales applicables aux cadres stratégiques. Le Secrétaire général a indiqué qu'il attachait une grande importance au renforcement de la capacité du système des Nations Unies d'agir de manière synergique et intégrée dans des situations de crise. Dans ce contexte, il a relevé que le cadre stratégique pouvait avoir de profondes répercussions sur le système et devait être considéré comme un élément indissociable de l'opération de réforme en cours.

33. Le CAC a relevé au cours de son examen que la situation de l'Afghanistan était particulièrement difficile et complexe. Il a convenu que pour pousser le processus plus avant, il fallait tenir dûment compte des mécanismes et structures en place tels que le CCQPO, le Comité permanent interorganisations, la procédure d'appel commun, etc. Il a accueilli favorablement la décision du Secrétaire général de charger la Vice-Secrétaire générale de conduire l'élaboration des initiatives en matière de cadre stratégique. Il a également noté que la Vice-Secrétaire générale se proposait de veiller à ce que les enseignements tirés et les directives générales qui seraient dégagées soient largement diffusés et à ce qu'il y soit donné suite de manière concertée.

34. À sa session d'automne, le CAC a été informé de l'application du cadre stratégique pour l'Afghanistan et des activités menées par le CCQPO pour élaborer des directives générales applicables à l'intervention en cas de crise et à la reprise. La Vice-Secrétaire générale a indiqué qu'elle poursuivait ses consultations avec les membres du CAC au

sujet des directives générales ainsi que sur le choix des pays se prêtant à l'application de l'approche du cadre stratégique.

F. Examen par le CAC des processus de réforme et de leurs incidences sur les travaux du Comité

35. Au cours de cette année, le CAC a suivi son examen des processus de réforme en cours dans les organisations du système, en s'efforçant de parvenir à une évaluation initiale de leur contribution à l'amélioration de l'efficacité globale du système et, dans ce contexte, des conséquences de ces processus pour l'orientation future des travaux du Comité. L'évaluation a porté sur la manière dont ces processus contribuent à la réalisation de l'objectif qui consiste à recentrer les travaux des organisations sur les principaux domaines où leurs compétences sont comparativement plus fortes, tout en encourageant une plus grande collaboration et complémentarité interorganisations afin de résoudre les problèmes de plus en plus complexes auxquels la communauté internationale doit faire face.

36. Le CAC a noté que la plupart des processus de réforme entrepris au sein du système ont des caractéristiques communes comme l'adoption d'énoncés de mission nouveaux ou révisés; des critères plus sélectifs pour l'établissement des priorités; la décentralisation et une plus grande délégation de pouvoirs, en même temps qu'une planification stratégique centralisée; et la rationalisation des mécanismes de gestion qui contribuent à la réalisation d'activités mieux centrées et à l'amélioration des capacités permettant de répondre à de nouveaux besoins dans les domaines de compétence respectifs des différentes organisations, permettant ainsi de parvenir à l'objectif d'une division plus claire du travail à l'échelle de tout le système.

37. Une autre caractéristique commune importante de ces processus de réforme est qu'ils mettent fortement l'accent sur l'élargissement des partenariats à l'intérieur du système ainsi qu'avec d'autres organisations internationales et la société civile au sens le plus large. À la base de cette nouvelle attention accordée aux partenariats est le fait qu'on reconnaît de plus en plus, au niveau des secrétariats et au niveau intergouvernemental, que les défis posés par le nouvel environnement international exigent des réponses intégrées qui dépassent la capacité d'une seule organisation au sein du système. Comme l'a déclaré le Président du Conseil économique et social pour 1998, il n'est tout simplement pas possible de suivre des politiques sectorielles indépendantes pour traiter de problèmes intégrés, à aspects multiples et à l'échelle du système.

38. Étant donné que ce sont là les principales caractéristiques des politiques qui sont à la base de la plupart des processus de réforme, il est évident qu'ils ont au moins le potentiel de converger pour que les différentes parties du système se complètent d'une manière plus efficace et qui puisse renforcer considérablement le fonctionnement global du système. Afin de tirer pleinement parti de ce potentiel, il faudra un nouvel effort délibéré afin d'assurer que l'application des nouveaux énoncés de mission bénéficie d'apports collectifs et se fasse sur la base d'une programmation minutieuse selon des priorités communes clairement définies, de manière à élargir au maximum des partenariats productifs fondés sur des synergies et des complémentarités.

39. En examinant les incidences sur ses propres travaux, le CAC était pleinement conscient de ses responsabilités et du rôle clef qu'il devait jouer pour contribuer à la réalisation de ce potentiel. Ce rôle a deux dimensions. La première vise à instiller la nouvelle culture de dialogue et de consultation qui s'établit au sein du système en tant que partie intégrante de ces processus de réforme. La deuxième vise à appuyer les processus de coordination intergouvernementaux, principalement par l'intermédiaire du Conseil économique et social, mais également grâce aux processus de prise de décisions au sein des organes directeurs des organisations du système, de manière à assurer que les deux dimensions convergent pour favoriser la cohérence des politiques et contribuer à l'efficacité globale à l'échelle du système. Les discussions sur cette question au sein du CAC ont été centrées sur les moyens de renforcer le processus préparatoire des débats de fond au sein du Comité; de mieux informer les États Membres et le public des résultats des travaux du CAC; et de renforcer l'impact des activités interorganisations au niveau intergouvernemental.

40. Les membres du CAC partageaient l'opinion du Secrétaire général selon laquelle, dans un monde en évolution rapide, le dialogue entre les chefs de secrétariat des organisations ne peut pas être limité à deux réunions annuelles, si l'on veut qu'il soit centré sur la mise au point de réactions communes face aux nouvelles priorités à l'échelle du système. À cette fin, les membres du CAC doivent maintenir une communication continue au sein des groupes d'organisations qui s'occupent ensemble d'un problème donné et entre tous les membres afin d'évaluer les problèmes généraux auxquels le système doit faire face. Il était entendu que le fait de mettre l'accent sur le rôle que le CAC doit jouer pour identifier les priorités communes en vue d'une action conjointe n'implique pas nécessairement une approche rigide allant du haut vers le bas pour l'élaboration de l'ordre du jour interorganisations. Il a été noté, dans ce contexte, que certaines des activités les plus fructueuses ou prometteuses ont été le résultat d'initiatives prises par des groupes d'organisations qui ont constaté

spontanément qu'elles avaient besoin les unes des autres afin de parvenir à certains objectifs clefs. L'initiative concernant la lutte contre le paludisme constitue un excellent exemple. En même temps, on a reconnu qu'il était important pour le système des Nations Unies de renforcer, par l'intermédiaire du CAC, sa capacité d'avoir une vue d'ensemble de manière à promouvoir une complémentarité favorable aux réformes et à faciliter et encourager une action conjointe et des efforts interorganisations centrés sur des objectifs prioritaires qui pourraient accroître au maximum l'impact global du système sur la consolidation de la paix et le développement.

41. Les membres du CAC sont convenus que des flux et des échanges ininterrompus d'informations au niveau des chefs de secrétariat et au niveau fonctionnel sont cruciaux. En particulier, en ce qui concerne les processus de réforme en cours, il a été souligné que les organisations pourraient profiter et tirer parti mutuellement de leur expérience. Dans le même contexte, le CAC a estimé qu'il faudrait redoubler d'efforts pour échanger systématiquement des informations sur les nouvelles orientations des politiques ainsi que sur les plans stratégiques et les nouvelles priorités en matière de programmes adoptés par les différentes organisations. De cette manière, toutes les organisations pourraient ajouter et contribuer à ces initiatives et fixer leurs propres orientations et priorités en étant pleinement conscientes des orientations suivies par les autres parties du système. Le nouveau Bureau des affaires interorganisations et les systèmes électroniques de communication et de réseau actuellement mis en place permettront de faciliter ces processus.

42. Dans le même contexte, il a été convenu qu'un processus participatif de consultations continues devrait être lancé afin d'élaborer l'ordre du jour du CAC et de préparer les délibérations. Le CAC devrait aborder des questions qui présentent un grand intérêt pour les organes directeurs du système et la communauté internationale dans son ensemble. À cette fin, les résultats des délibérations du CAC devraient être publiés sous forme de communiqués, selon les besoins, pour qu'ils aient un impact sur les politiques des gouvernements et la société civile. L'une des difficultés est de trouver les moyens de séparer les problèmes pour qu'ils puissent faire l'objet de conclusions spécifiques pour les politiques. Il est également important de prévoir du temps lors des sessions du CAC pour que les chefs de secrétariat puissent avoir des échanges de vues informels sur les questions d'actualité et les problèmes mondiaux afin d'obtenir une vision collective et de mettre en place des mesures collectives pour les traiter. Même lorsque des conclusions précises ne peuvent pas être obtenues, ces échanges serviraient à renforcer l'unité d'action et à entretenir une identité commune pour le système, sous l'orientation du Secrétaire général.

43. Le CAC a reconnu que les processus de réforme en cours et l'importance qu'ils accordent aux «partenariats» permettraient d'accroître les possibilités d'actions conjointes ou entreprises en collaboration. Le CAC est convenu d'encourager et de renforcer les arrangements de coopération utilisant des approches souples, pragmatiques et différenciées qui sont fondées sur les besoins, qui sont limitées dans le temps et qui permettent de rassembler des groupes d'organismes intéressés dans le cadre d'activités ou de programmes spécifiques conçus pour tirer parti de leurs avantages comparatifs respectifs afin d'améliorer l'efficacité. L'approche «gestion des problèmes» qui est mise en évidence dans le programme de réforme du Secrétaire général est conçue pour être élaborée sur la base de ces éléments. Dans le même esprit, le CAC s'est félicité des progrès accomplis afin d'améliorer la coopération au niveau des pays, où les arrangements renforcés de coopération devraient avoir le plus grand impact. On estimait généralement que le Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement constituait un outil très utile à cette fin et qu'il devrait être orienté de manière à faciliter également une participation effective des organismes qui ne sont pas représentés sur le terrain. Dans ce contexte, il a été souligné que les processus visant à harmoniser les activités du système sur la base d'objectifs communs doivent refléter la réalité et le fond des situations au niveau des pays afin d'utiliser de manière appropriée toutes les capacités existant à l'intérieur du système. Dans le même contexte, le CAC a pris note avec satisfaction des travaux en cours au sein du Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO) en vue de mettre au point un tableau complet de toutes les activités du système visant à éliminer la pauvreté, et a demandé que ces travaux soient encore perfectionnés.

44. En ce qui concerne les relations entre les comités exécutifs des Nations Unies et les organes interinstitutions pertinents, le CAC a noté que les comités exécutifs sont des mécanismes de gestion internes au système des Nations Unies; et que les responsabilités des mécanismes du CAC et du Comité permanent interinstitutions sont très différentes quant à leur nature et à leur portée; et que les arrangements de coordination auxquels le système s'est engagé ne peuvent être déterminés que par les organes interorganisations appropriés. Il restera néanmoins des questions qui continueront à figurer dans les programmes de travail des deux types d'organes. Dans de tels cas, il est important qu'il y ait des moyens de communication clairement définis afin d'assurer que chaque série de mécanismes aborde des questions dans les limites de ses fonctions, et que les résultats de ces processus se renforcent mutuellement.

45. En examinant ses interactions avec les organes intergouvernementaux, le CAC a noté qu'au sein de l'Organisation des Nations Unies elle-même, le Conseil économique et social met au point de nouvelles approches pour sa fonction de coordination qui se fondent d'une manière plus systématique sur les capacités et les apports individuels et collectifs des organismes au sein du CAC. Cette tendance a été accueillie favorablement. Par ailleurs, on a considéré qu'il était important que les organes directeurs des organisations soient conscients qu'ils ont également un intérêt majeur dans le processus de coordination. On a noté que l'efficacité du CAC pouvait notamment être mesurée par le fait que les chefs de secrétariat pouvaient présenter à leurs organes directeurs des perspectives à l'échelle du système provenant du CAC sur les questions dont ces organes étaient saisis.

46. Les membres du CAC ont réitéré qu'ils étaient prêts à renforcer davantage leur participation aux travaux du Conseil pour faire en sorte que les contributions du CAC et du Conseil en vue d'améliorer la cohérence des politiques au sein du système se renforcent mutuellement. Ils ont également décidé de redoubler d'efforts en vue d'un engagement plus systématique des organes directeurs envers les questions et les préoccupations à l'échelle du système. Le CAC a également estimé que la cohérence des politiques au sein du système serait fortement renforcée par une coordination plus efficace des politiques au niveau national au sein des gouvernements concernés. Chaque fois que cela était possible et approprié, les membres du CAC devraient contribuer à la promotion de cette coordination.

47. On a souligné en général la nécessité d'associer plus étroitement le secteur privé, les syndicats, les institutions de recherche, les fondations et les organisations non gouvernementales aux travaux du système des Nations Unies. Dans le même contexte, on a souligné l'importance d'entretenir un appui au niveau des collectivités qui était une condition pour assurer que les activités du système aient des effets durables. Dans le cadre de cet effort, il a été convenu que la capacité du système des Nations Unies de mieux faire connaître les résultats de ses travaux et de faire participer la société civile, ainsi que d'utiliser les différents moyens et mécanismes au sein de cette société pour parvenir à cette fin, devrait être renforcée en tant qu'objectif prioritaire.

G. Suivi coordonné des grandes conférences et sommets organisés par les Nations Unies

48. En 1998, le CAC a continué de centrer son attention sur le suivi des conférences et sommets organisés par les Nations Unies. Le CAC a examiné l'évolution et les mesures de suivi

concernant les résultats des conférences sur la base des exposés faits par les chefs de secrétariat concernés. Les principaux points de cet examen sont les suivants :

a) Déclaration universelle des droits de l'homme. Le CAC a exprimé sa satisfaction au sujet du processus de collaboration interorganisations lancé pour la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration et les préparatifs de l'examen quinquennal de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. Certains membres du CAC ont informé le Comité des mesures qu'ils prenaient pour intégrer les droits de l'homme dans leurs activités et de la manière dont les organes intergouvernementaux pertinents accordent une attention aux questions relatives aux droits de l'homme. Le CAC est convenu qu'il était important d'examiner les meilleurs moyens d'échanger les informations disponibles au sein du système sur les violations des droits de l'homme, dans le cadre des engagements pris par le système concernant l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme et la promotion de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. Le CAC a réitéré que la promotion des droits de l'homme est une valeur essentielle pour l'ensemble du système, et il est convenu qu'il fallait mettre au point des normes et des paramètres permettant de mesurer l'impact des travaux du système dans le domaine des droits de l'homme;

b) Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD). Le CAC a pris note des dispositions prises pour organiser une session extraordinaire de l'Assemblée générale (du 30 juin au 2 juillet 1999) chargée d'examiner l'application du Programme d'action de la CIPD. Le CAC partageait l'opinion du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) selon laquelle il était important de faire participer tous les membres du CAC et tous les organes du système des Nations Unies aux préparatifs de l'examen quinquennal. Le CAC a également été informé par le Directeur exécutif du FNUAP des travaux en cours ainsi que des tables rondes et des réunions techniques qui se tiennent dans le cadre des préparatifs. Des examens régionaux de l'application du Programme d'action de la CIPD ont été organisés par les commissions régionales et ont constitué un excellent exemple de collaboration entre des différentes parties du système des Nations Unies en vue de s'appuyer mutuellement pour appliquer le Programme d'action;

c) Quatrième Conférence sur les femmes. Le CAC a continué à accorder une attention spéciale aux questions relatives aux femmes et à la parité entre les sexes dans le contexte de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995) et du Programme d'action de Beijing. Le Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes du CAC reste la principale force chargée de promouvoir un suivi

concerté du Programme d'action. Grâce à son système de directeurs de mission, le Comité interinstitutions travaille sur un examen de la fonction de centre de coordination pour les femmes et le développement et la parité entre les sexes, une compilation des pratiques appropriées pour l'intégration de la parité entre les sexes, des méthodes pour l'élaboration de codes budgétaires tenant compte des sexospécificités, une compilation d'une base de données sur le matériel de formation aux questions de sexospécificités, et la mise au point de méthodes d'analyse d'impact selon les sexes. Le CAC a également été informé de «Women Watch», le portail Internet des Nations Unies pour les informations sur la promotion et l'autonomisation des femmes, qui est devenu un projet interinstitutions et a lancé des conférences pilotes en ligne permettant à plusieurs personnes de participer à l'examen de l'application du Programme d'action de Beijing. Le site Web «Women Watch» fournit des informations facilement accessibles sur une vaste gamme d'activités connexes. Le Comité interinstitutions a contribué largement à l'élaboration de la Note directive du CAC destinée au système des coordonnateurs résidents sur le suivi des conférences mondiales sur le terrain. Le CAC a adopté une déclaration intitulée «L'égalité entre les sexes et son intégration dans les travaux du système des Nations Unies : un engagement envers l'action», qui souligne son engagement continu envers l'application du Programme d'action de Beijing et des recommandations concernant l'égalité entre les sexes faites par d'autres grandes conférences internationales;

d) Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles. Le CAC a souligné l'importance d'assurer le suivi de la Décennie. Il s'est félicité de l'adoption à la Conférence intergouvernementale sur les télécommunications d'urgence, tenue à Tampere (Finlande) du 16 au 18 juin 1998, d'une nouvelle convention internationale qui permettrait de faciliter l'utilisation des équipements les plus modernes de télécommunication par les organismes humanitaires et les unités d'intervention dans des situations d'urgence. Le CAC a adopté une déclaration sur la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (voir ACC/1998/4, par. 44), dans laquelle il a reconnu que l'application de la Stratégie et du Plan d'action de Yokohama, adoptés par la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, fournit une base pour le suivi de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles et pour des actions concertées du système des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. Le CAC a également pris note des mesures prises par ses membres afin d'attirer l'attention de leurs organes directeurs sur la question de la prévention des catastrophes naturelles, de manière à obtenir leur appui pour parvenir aux objectifs de la Décennie

et envisager un certain nombre d'actions au niveau intergouvernemental;

e) Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux drogues. Le CAC a été informé par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et des activités connexes. Dans sa résolution S-20/4, intitulée «Mesures propres à renforcer la coopération internationale pour faire face au problème mondial de la drogue», l'Assemblée a décrit les mesures spécifiques qui doivent être prises par les États Membres et par le PNUCID, et a demandé au PNUCID de jouer un rôle catalyseur afin de mobiliser les institutions financières internationales, les organisations non gouvernementales, les organismes compétents des Nations Unies ainsi que le secteur privé en vue d'une collaboration sur le problème des drogues et afin d'aider les gouvernements intéressés. Ultérieurement, le CAC a publié une déclaration dans laquelle il réaffirme que le système s'engage à coordonner sa propre réaction au problème mondial des drogues afin d'appuyer les efforts nationaux.

H. Assistance aux pays qui invoquent l'Article 50 de la Charte des Nations Unies

49. À sa cinquante-deuxième session, l'Assemblée générale a fait sienne la proposition du Secrétaire général tendant à ce qu'un groupe spécial d'experts se réunisse au premier semestre de 1998 en vue de mettre au point des méthodes pour évaluer les répercussions de l'application de mesures préventives ou coercitives effectivement subies par des États tiers et de rechercher des mesures d'assistance novatrices et pratiques qui puissent être prises en faveur de ces États. Conformément à la résolution 52/162 de l'Assemblée générale, la réunion d'un groupe d'experts a été convoquée à New York, où elle s'est tenue du 24 au 26 juin 1998. Les résultats de cette réunion sont exposés dans le rapport du Secrétaire général sur cette question (A/53/312).

50. Dans sa résolution 53/107, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de solliciter les vues des organismes des Nations Unies, entre autres, au sujet du rapport de la réunion du groupe spécial d'experts sur l'élaboration d'une méthode d'évaluation des répercussions sur les États tiers de l'application de mesures préventives ou coercitives et sur la recherche de mesures novatrices et pratiques d'assistance internationale aux États tiers touchés. Dans cette même résolution, l'Assemblée a aussi réaffirmé l'importance du rôle que jouent

l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Comité du programme et de la coordination en mobilisant et en supervisant, le cas échéant, les efforts déployés par la communauté internationale et les organismes des Nations Unies en vue d'apporter une aide économique aux États qui rencontrent des difficultés économiques particulières dues à l'exécution de mesures préventives ou coercitives imposées par le Conseil de sécurité, ainsi qu'en trouvant, le cas échéant, des solutions aux difficultés économiques particulières de ces États, et a décidé de transmettre au Conseil économique et social, à sa session de fond de 1999, le rapport de la réunion du groupe spécial d'experts. Toujours dans cette résolution, l'Assemblée générale a invité les organismes des Nations Unies, entre autres, à s'attaquer de façon plus spécifique et plus directe, selon qu'il conviendra, aux difficultés économiques particulières que rencontrent les États tiers touchés par l'application de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte et, à cette fin, à envisager d'améliorer les procédures de consultation pour maintenir un dialogue constructif avec ces États, notamment au moyen de réunions régulières et fréquentes et, le cas échéant, de réunions spéciales entre ces États et la communauté des donateurs, avec la participation d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales.

I. Questions administratives

1. Sécurité du personnel

51. Exprimant sa préoccupation devant la recrudescence des attaques et menaces dirigées contre le personnel et les locaux des organismes des Nations Unies, le CAC a maintenu en bonne place à son ordre du jour en 1998 la question de la sécurité du personnel. Cette question a été examinée à la réunion de haut niveau du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), le 9 février 1998, et à la Réunion spéciale interinstitutions sur les questions de sécurité, tenue du 17 au 19 mars 1998. Ont été étudiés notamment les points suivants : dispositions financières à prévoir sur le plan de la sécurité, y compris l'inscription de rubriques budgétaires distinctes dans les budgets des organismes des Nations Unies; création d'un fonds d'affectation spéciale destiné à servir d'appoint aux dispositifs existants pour le financement des dépenses de sécurité; adoption d'arrangements en matière de sécurité à l'intention du personnel local; formation en matière de sécurité; et le renforcement du rôle du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et de l'appui à lui fournir.

52. Se fondant sur les recommandations formulées lors des deux réunions, le CAC a invité toutes les organisations du système à prévoir dans leurs budgets respectifs des crédits suffisants pour couvrir les dépenses relatives à la sécurité du personnel. Il a fait sienne la proposition tendant à ce qu'une formation en matière de sécurité soit dispensée obligatoirement à tous les fonctionnaires en poste dans des lieux d'affectation à haut risque. Il a aussi approuvé la création par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité d'un fonds d'affectation spéciale pour les mesures de sécurité et exprimé sa gratitude aux pays qui avaient versé des contributions à ce fonds. Le CAC a approuvé l'adoption de mesures destinées à assurer la sécurité du personnel recruté localement ainsi que les critères minimums de sécurité opérationnelle. Il a par ailleurs décidé que les questions relatives à la sécurité du personnel continueraient d'être suivies directement par lui. Il a prié le CCQA de continuer à accorder son attention aux aspects financiers et budgétaires de la sécurité du personnel.

53. En ce qui concerne les aspects juridiques de la sécurité du personnel, les membres du CAC ont décidé de développer les échanges d'informations entre eux concernant la protection juridique de leur personnel, et ont prié les conseillers juridiques des organisations du système des Nations Unies de continuer à étudier la sécurité physique du personnel au regard de la protection juridique que confèrent les privilèges et immunités.

54. Dans une déclaration commune sur la question, les membres du CAC ont réitéré leur appel aux pays hôtes, leur rappelant que la sécurité du personnel des organismes des Nations Unies est une question non négociable et qu'en l'absence de mesures décisives de leur part, les organismes du système se verraient obligés de retirer leur personnel ou de suspendre leurs activités. Ils ont exhorté les États Membres à veiller à ce que le personnel des organismes du système en poste dans les divers lieux d'affectation ait accès au matériel de télécommunications nécessaires. Ils ont demandé à tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention des Nations Unies de 1994 sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, et la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

2. Commission de la fonction publique internationale

55. Parmi les propositions qu'il avait formulées dans son programme de réformes (voir A/53/950, par. 233), le Secrétaire général avait recommandé que l'Assemblée générale entreprenne une étude de la Commission de la fonction publique internationale, notamment de son mandat, de sa composition et de son fonctionnement. Par sa résolution

52/12 B, l'Assemblée générale a décidé d'examiner une recommandation du Secrétaire général à ce sujet. Dans une note sur cette question (A/53/688), le Secrétaire général propose un mandat pour un groupe de haut niveau qui aiderait l'Assemblée générale à effectuer l'étude susmentionnée et indique que sa recommandation concernant la composition du groupe sera présentée à l'Assemblée générale lors de la reprise de sa cinquante-troisième session.

56. En ce qui concerne l'établissement de rapports sur la situation des femmes dans les organismes des Nations Unies et le suivi de cette question, le CAC a invité la CFPI à indiquer dans ses rapports les pratiques les plus favorables en vigueur dans les organisations qui ont le mieux réussi à accroître la représentation des femmes.

3. Gestion des ressources humaines

57. Soulignant qu'il importe de renforcer la gestion des ressources humaines au sein du système des Nations Unies, le CCQA, agissant au nom du CAC, a adopté une déclaration récapitulant les mesures de suivi relatives à un certain nombre d'initiatives prises pour améliorer la gestion des ressources humaines dans l'ensemble du système des Nations Unies, et indiquant les tâches futures à entreprendre (voir ACC/1998/5, annexe III).

III. Éléments du programme de travail du CAC pour 1999

58. En 1999, le CAC continuera de suivre les grandes questions de politique générale qui appellent des mesures coordonnées de la part de l'ensemble du système des Nations Unies. Son programme de travail pour 1999 comprendra en particulier une évaluation globale des défis que la mondialisation en cours représente pour les politiques gouvernementales ainsi que pour les pays et les organisations internationales. Lorsqu'il examinera les diverses questions que soulève ce concept, le CAC s'emploiera à élaborer une définition commune des principaux défis auxquels devra faire face le système des Nations Unies, à fixer les grands objectifs à la réalisation desquels les États Membres devront s'atteler en priorité et à déterminer les nouveaux partenariats, ou les partenariats plus solides, dont le système a besoin pour relever les défis en question.

59. Le Secrétaire général a indiqué qu'il s'appuierait sur la réflexion menée sur ces questions pour établir son rapport à l'intention de l'Assemblée du millénaire. Les organes directeurs de plusieurs organismes prévoient de consacrer leur session de l'an 2000 à une évaluation de l'expérience

acquise et à l'élaboration des tâches à accomplir pour relever les défis du nouveau millénaire. Les membres du CAC procéderont à un échange de vues et d'informations afin d'harmoniser au niveau du système la conception des tâches à entreprendre et d'élaborer des méthodes communes ou complémentaires permettant de s'y atteler.

60. Dans le cadre des efforts suivis qu'il déploie pour améliorer son fonctionnement et celui de ses organes subsidiaires, le CAC s'emploiera de nouveau à renforcer le dialogue, la consultation et la coopération au sein du système grâce, notamment, à un recours accru aux technologies de communication et d'information. Il continuera aussi de faire adopter par ses organes subsidiaires des méthodes de travail plus novatrices et plus efficaces, notamment de favoriser une plus grande interaction entre les principaux organes.

61. Le CAC continuera de faire porter son attention sur les questions relatives au développement en Afrique et sur les mesures prises à l'échelle du système comme suite au rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (A/52/871-S/1998/318). Dans ce même contexte, le CAC continuera à examiner l'état d'avancement de la mise en oeuvre de l'Initiative des Nations Unies en faveur de l'Afrique. Le principal objectif sera d'accroître la complémentarité entre les diverses initiatives prises dans le cadre du système des Nations Unies et de renforcer encore les synergies et l'incidence globale de la contribution des organismes des Nations Unies à la consolidation de la paix et au développement.

62. Le CAC continuera d'observer le suivi intégré et coordonné des conférences et sommets mondiaux, et gardera à l'étude les préparatifs de la cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen quinquennal de la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Il examinera aussi les contributions des organismes des Nations Unies aux préparatifs de l'examen et de l'évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre des décisions du Sommet mondial pour le développement social.